

ÉTUDE ANALYSE COÛT-BÉNÉFICE

INTERVENTION « CASH FOR WORK » DANS LA
RÉPONSE PRÉCOCE À LA CRISE ALIMENTAIRE
DANS LE SAHEL

Étude de cas :
MAURITANIE

OXFAM

Octobre 2012

Auteurs principales:

AIME LUKELO, Responsable Régional de sécurité alimentaire, Intermón Oxfam

ELSA FEBLES CARMONA, Planning, Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning Advisor, Intermón Oxfam

Contributeurs :

COURTENAY CABOT VENTON, Économiste. Consultante indépendante spécialisée réduction de risque de désastre et adaptation au changement climatique.

GABRIEL PONS CORTÈS, Livelihoods Program – Policy Advisor, Intermón Oxfam

Remerciements :

Nous voulons remercier toutes les personnes qui ont rendu possible cette étude, en particulier : l'équipe évaluatrice en Mauritanie qui a collecté les données sur le terrain, les partenaires ACORD et AMAD qui ont facilité l'accès aux villages et ont participé dans la collecte de données, et, très spécialement aux femmes et hommes participantes aux groupes focaux et interviews qui nous ont donnée son temps, sans lesquels cette étude n'aurait pas été possible.

Un remerciement spécial à Itziar Gomez Carrasco, qui a assuré la gestion de la logistique et la coordination globale de tous les interlocuteurs permettant aboutir au résultat final.

Contenu:

Contenu:.....	3
Introduction	5
Résumé du Programme	5
Méthodologie utilisée.....	7
Résultats de l'étude	8
<i>Evaluation des aléas</i>	8
<i>Evaluation des impacts</i>	10
<i>Identification des bénéfices de l'intervention précoce CFW</i>	12
<i>Les coûts du Programme</i> :.....	20
<i>Analyse coût - bénéfice</i>	21
<i>Test de sensibilité</i>	23
Conclusions	24
Recommandations	25

Index des tableaux :

Tableau 1 Villages et personnes bénéficiaires du CFW et montant de cash reçu	6
Tableau 2 Villages sélectionnées pour l'étude ACB.....	7
Tableau 3 Principales catastrophes qui ont affecté la Mauritanie	9
Tableau 4 Cadre d'évaluation du danger.....	10
Tableau 5 Hectares aménagées pour campagne pluviale de sorgho avec le CFW	10
Tableau 6 Hectares aménagées pour les cultures maraichères avec le CFW.....	10
Tableau 7 Cadre de vulnérabilité.....	11
Tableau 8 Bénéfices quantifiables et qualitatifs.....	13
Tableau 9 Quantification et traduction en termes monétaires des bénéfices pour l'analyse ACB	14
Tableau 10 Coût du Programme pour les 6 villages	20
Tableau 11 Résumé des bénéfices quantifiés / monétarisés :	21
Tableau 12. Évaluation des risques (bénéfices rendement terres récupérées dans une année donnée).....	22
Tableau 13 Calculs analyse ACB.....	22
Tableau 14 Résultat du test sensibilité 1	23
Tableau 15 Résultat du test sensibilité 2	24
Tableau 16 Résultat du test sensibilité 3	24

Introduction

En Mauritanie, comme dans plusieurs pays du Sahel, les populations ont été menacées sévèrement par le choc de la sécheresse en 2012, suite aux mauvaises récoltes de la saison agricole 11-12, conduisant à une crise alimentaire de très grande envergure.

Pour faire face à cette crise, Intermón Oxfam (IO) a mis en œuvre une réponse dans 20 villages des régions de Brakna et Gorgol, qui s'est déroulée en trois phases, dont les objectifs successifs étaient de limiter le développement de stratégies d'adaptation négatives et la destruction des moyens d'existence, de permettre aux ménages bénéficiaires d'accéder à l'alimentation, et d'appuyer la reconstruction des moyens d'existence affectés. La réponse a démarré début 2012, et se poursuit actuellement avec la mise en œuvre de la troisième phase.

IO a mis en œuvre une série d'activités pour atteindre ces objectifs, parmi lesquelles la distribution d'argent en espèces, notamment en phase précoce, dans le but d'anticiper sur l'effet de ce choc sur les moyens d'existence, tout en soutenant la prise alimentaire des ménages à risques. L'un des points fortes des actions basées sur le transfert du cash, est celui de prendre en compte la dignité des bénéficiaires, en leur laissant le choix de diriger leurs dépenses en fonction de leurs principales priorités. La distribution du cash sous forme de CFW a été faite de façon précoce, entre avril – juin 2012, 3 mois avant du pic de la soudure (juillet – août 2012)

Etant donnée l'envergure de la réponse développée, et en particulier des transferts monétaires sous la forme de « cash for work » (d'ore en avant, CFW), IO a souhaité analyser le rapport coût-efficacité de l'activité CFW comme réponse précoce, dans le but de construire des évidences sur les bénéfices d'intervenir précocement avec ce type d'activité. Cela a été fait à travers de la méthodologie d'analyse coût-bénéfice (ACB) avec un approche communautaire privilégiant la participation des populations bénéficiaires pour identifier quels sont les bénéfices de cet activité en comparant les impacts de la sécheresse sans intervention de CFW et les impacts avec l'activité en phase précoce du « cash for work ».

La présente étude a été menée dans 6 villages (dont 3 à Brakna et 3 à Gorgol), et la collecte de données a été réalisée en septembre 2012 à travers la réalisation de 12 groupes focaux (6 d'hommes et 6 de femmes).

Résumé du Programme

L'intervention en Mauritanie constitue une réponse intégrée en Sécurité Alimentaire (SA) et Eau, Assainissement et Hygiène (WaSH) pour faire face à la crise alimentaire et nutritionnelle en développement dans les régions du Brakhna et Gorgol suite à la sécheresse sévère qui a touché le pays.

Le programme s'est fixé un objectif global et un objectif spécifique. L'objectif global est formulé comme suit : « Contribuer à la lutte contre la malnutrition dans les régions du Brakhna et Gorgol en cherchant un impact sur ses causes immédiates (apports alimentaires inadéquats et hautes prévalences des maladies hydriques » ; et l'objectif spécifique : « Fournir un accès d'urgence aux aliments pour les populations des 20 villages bénéficiaires (soit 15.000 personnes) et leur bétail avec un appui à la reconstitution de leurs moyens d'existence ainsi qu'une amélioration de leur accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, dans les régions du Brakhna et du Gorgol ».

Ce programme est composé de 6 projets financés par différents bailleurs, couvrant les 3 phases de la réponse. La présente étude est faite sur la première phase déroulée de janvier à juin 2012 et financée par SIDA et AECID. Les activités menées dans ce projet ont compris les transferts monétaires sous les modalités de « cash inconditionnel » et « cash for work », la distribution

d'aliment bétail et de semences pluviales et outils aratoires, ainsi comme des sensibilisations sur WaSH au profit de 20 villages (392 ménages ; 2.744 personnes)

Les bénéficiaires de cette intervention précoce, issus des catégories socioéconomiques pauvres et très pauvres, ont été ciblés au sein des ménages à risque sévère face à la crise alimentaire de 2012.

Le soutien en « cash for work » a duré 2 mois, soit du 19/04/2012 au 20/06/2012. Les activités proposées du Cash-For-Work (CFW), ont un double avantage de transférer du cash aux familles pour leurs besoins prioritaires, y compris l'alimentation, en échange du travail fourni, lequel permet de contribuer à l'amélioration des infrastructures communautaires ou des conditions d'exploitation agropastorale. Dans le cadre de ce projet, un accord avait été conclu avec les représentants communautaires pour que le fruit des travaux d'aménagement revienne directement aux bénéficiaires du cash, ciblés parmi les ménages les plus affectés. Les travaux réalisés avec l'activité du CFW ont été les suivants :

- Aménagement de diguettes pour la mise en valeur des terres en cultures pluviales (sorgho)
- Clôture et mise en valeur des jardins communautaires en cultures maraîchères.

Un total de 18.327.600 UM ont été transférés au profit de 392 ménages (à raison de 45.440 UM/ménage). La distribution du cash a été accompagné d'approvisionnement d'aliment de bétail, semences pluviales et kits d'outils aratoires. Des sensibilisations sur les bonnes pratiques en WaSH ont fait partie aussi des activités réalisées dans le cadre de cette intervention précoce.

Tableau 1 Villages et personnes bénéficiaires du CFW et montant de cash reçu

#	Village	Période de l'activité CFW		Nombre de personnes bénéficiaires	Nombre de jours travaillés	Montant en UM
		Début	Fin			
1	Nebame 1	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
2	Nebame 2	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
3	Seynimadi	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
4	Taboit	28/04/2012	30/06/2012	20	47	846.000
5	Sabar 1	26/04/2012	30/06/2012	22	52	1.029.600
6	Ould Jeddar	18/04/2012	30/06/2012	20	56	1.008.000
7	Natergol 1	18/04/2012	30/06/2012	9	56	453.600
8	Natergol 2	18/04/2012	30/06/2012	20	56	1.008.000
9	Ghahra	27/04/2012	30/06/2012	18	48	777.600
10	Diaout	28/04/2012	30/06/2012	12	47	507.600
11	Dioké	26/04/2012	30/06/2012	31	48	1.339.200
12	Roufi Awdi	28/04/2012	30/06/2012	20	47	846.000
13	Moutergal	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
14	Roty	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
15	Dar El Khadra	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
16	Daghveg	18/04/2012	30/06/2012	20	57	1.026.000
17	Ngorel	28/04/2012	30/06/2012	20	48	864.000
18	Sara Souki	28/04/2012	30/06/2012	18	47	761.400
19	Dar El Avia	19/04/2012	30/06/2012	20	55	990.000
20	Dioude Dieri	28/04/2012	30/06/2012	22	47	930.600
Total				392		18.327.600

Méthodologie utilisée

La méthodologie utilisée est celle de l'ACB¹ qui compare les bénéfices contre les coûts d'un projet ou activité donnée. Les résultats de cette analyse s'expriment par le ratio bénéfice-coût (BC) qui indique le niveau de bénéfice qui est obtenu par chaque 1 EUR de coût. Un ratio CB plus grand que 1 indiquerait que le projet ou activité mérite l'investissement selon une perspective financière, cependant un ratio inférieur à 1 indiquerait un retour financier négatif. Si bien la construction de ce ratio est faite en base aux bénéfices qui ont été quantifiés et traduits en termes monétaires, il faut tenir en compte que d'autres bénéfices non quantifiables sont aussi identifiés et exprimés en termes narratifs dans l'analyse. Ainsi, pour une appréciation plus complète du coût-efficacité de l'intervention ces autres bénéfices exprimés en termes qualitatifs doivent être aussi tenus en compte avec le ratio bénéfice-coût.

L'application de l'ACB a suivi une approche communautaire privilégiant la participation des bénéficiaires pour réaliser une évaluation des aléas et identifier les impacts de la sécheresse sans et avec la réponse précoce de CFW. Pour cela on a réalisé 12 groupes focaux avec hommes et femmes bénéficiaires dans les 6 villages faisant partie de l'étude.

Afin de choisir les villages pour l'étude (6) il y a été fait un échantillonnage intentionné en fonction des critères suivants :

- Assurer la représentativité de différents groupes de moyens d'existence et le niveau de potentialité (villages de profil « moyen »)
- Assurer un équilibre géographique (3 villages du Brakna et 3 du Gorgol)

Après l'examen de ces critères les suivants villages ont été sélectionnés :

Tableau 2 Villages sélectionnés pour l'étude ACB

Région	Village	Ménages bénéficiaires du CFW
Gorgol	Natergol	20
Gorgol	Nebam	20
Gorgol	Sabar	22
Brakna	Dioude –dieri	22
Brakna	Daghveg	20
Brakna	Dar-el-avia	20
Total		124

Dans les 6 villages enquêtés, le nombre total des bénéficiaires se chiffre à 124 ménages (soit 882 individus).

L'équipe évaluatrice est composée de : 1 coordonnateur de l'évaluation ; 1 Superviseur terrain ; 4 enquêteurs organisés en 2 binômes (2 équipes de 2 enquêteurs) et 1 data-entry (qui a par moments participé dans la collecte). Le choix d'enquêteurs s'est basé sur la complémentarité des membres de l'équipe ayant des backgrounds différents : technicien agricole/ expert en structuration paysanne ; agent vétérinaire ; technicien d'élevage ; agent forestier et diplômé en philosophie. 2 organisations nationales ayant une assise sociale forte dans la zone, à savoir AMAD et ACORD, se sont impliquées

¹ L'application de l'analyse ACB a suivi le guide de "Community-Based CBA Toolkit for DRR" conceived by Oxfam America (2010)

en acceptant de mettre à disposition de l'équipe évaluatrice 2 de leurs agents qui travaillent dans la mise en œuvre de leurs projets de soutien aux moyens d'existence.

La composition de l'équipe évaluatrice se présente comme-suit :

Nom et prénom	Rôles	Qualification	Structure
Aimé Lukelo	Coordonnateur	Responsable régional FS	OXFAM
Djiddou	Superviseur	Assistant Programme FS	OXFAM
Diop Hamadi	Enquêteur	Technicien d'élevage	Indépendant
Seck Al Housseinou	Enquêteur	Technicien agricole	Indépendant
Sow Oumar	Enquêteur	Docteur vétérinaire	AMAD
Bouna N'Diaye	Enquêteur	Agent forestier	ACORD
Ba Moussa	Saisie données	Diplôme en Philosophie	Indépendant

Le recrutement des évaluateurs a regroupé des profils variés et complémentaires. Ce qui a permis à l'équipe de faire une étude exhaustive dans les zones cibles. Aussi l'implication des partenaires AMAD et ACORD a été très positive en ce sens qu'elle a constitué un soutien au programme dans la présente étude grâce à leur expérience dans la mise en œuvre des projets de soutien aux moyens d'existence.

Après un temps de préparation qui a débuté le 2 septembre 2012 avec la sensibilisation des parties prenantes, la formation des enquêteurs, la planification des visites et la réunion des moyens logistiques nécessaires, l'enquête proprement-dite a été menée sur le terrain du 13 au 20 septembre à raison d'un village par jour. Dans chacun des 6 villages, les 2 binômes d'enquêteurs se répartissaient les tâches pour conduire au même moment un focus-groups avec les Hommes et un autre avec les Femmes. Pendant ce temps, le Superviseur se chargeait d'animer des entretiens individuels en ciblant les membres des comités locaux (qui ont conduit l'exercice de ciblage, le chef de village et d'autres parties prenantes telles que les services techniques). A la fin de toutes les journées de terrain, l'équipe se réunissait dans le village même pour consolider/ trianguler les données et, éventuellement, compléter les données manquantes.

La préparation du calendrier est faite avec l'implication des chefs de villages et des membres de comités des 6 villages, rencontrés une semaine avant le lancement de l'étude. Ce premier contact a surtout permis d'expliquer le contenu de l'étude et d'arrêter un calendrier des visites des villages.

Le jour d'enquête, dans chaque village, un petit mot était prononcé à destination de toute la communauté pour leur expliquer l'approche ACB, organiser la désignation (par cooptation) des participants aux focus-groups et solliciter la disponibilité et l'implication des participants désignés.

Résultats de l'étude

Evaluation des aléas

Depuis plus de quarante ans, la Mauritanie fait face à plusieurs types de catastrophes et conflits (sécheresse, inondations, attaques acridiennes, conflits sociaux, etc.) qui entraînent des conséquences sur l'exode rural, la désertification, la perte des moyens d'existence, la paupérisation des populations en majorité rurale, etc. Le type de catastrophe qui affecte un nombre plus grand de personnes est la sécheresse, mais ce sont les épidémies ceux qui causent le plus grand nombre de fatalités.

Tableau 3 Principales catastrophes qui ont affecté la Mauritanie

Top 10 – Personnes Affectés			Top 10 Personnes décédés		
Catastrophe	Date	Personnes affectés	Catastrophe	Date	Personnes décédés
Sécheresse	1980	1,600,000	Epidémie	2005	55
Sécheresse	2001	1,000,000	Epidémie	1996	46
Sécheresse	1993	446,507	Epidémie	1988	38
Sécheresse	2010	300,000	Epidémie	1987	35
Inondation	2007	53,620	Inondation	2002	25
Inondation	2002	27,500	Inondation	2003	9
Inondation	1999	23,600	Inondation	2006	7
Sécheresse	1997	21,400	Epidémie	1998	6
Inondation	2003	21,000	Epidémie	1982	5
Inondation	2009	10,000	Tempête	1991	4

*Source : PreventionWeb

Dangers de haute intensité :

La sécheresse 2011 a été considérée par 100% des personnes interviewées comme étant la catastrophe la plus marquante, avant celle plus grave qui s’est produite en 2003. La fréquence de cet aléa est évaluée à une fois tous les 8 ans, soit une probabilité de survenance mesurée à 12,5%. Elle se distingue de la sécheresse à faible intensité, du fait qu’elle affecte sévèrement, aussi bien les cultures de *walo* (cultures irriguées) que celles du *dieri* (cultures pluviales). Les déficits de récolte occasionnés sont de plus de 50%, comparés à une année de pluviométrie favorable.² Elle affecte aussi le pâturage, et entraîne des modifications importantes dans le parcours des transhumants, et se traduit par une précarisation des moyens d’existence avec des conséquences sur la chute des productions agricole et fourragère, qui s’accompagne d’une forte mortalité de bétail. Son impact sur le ménage se traduit par une réduction drastique de la capacité d’autosuffisance alimentaire des ménages (les ménages étudiés ont réalisé entre 0 et 2 mois de stock alimentaire), un exode inhabituel des bras valides et la perte totale des fonds de petit commerce pour les ménages pauvres et très pauvres.

Dangers de basse intensité :

- L’avènement des oiseaux : chaque année en fin d’hivernage, affecte surtout le riz.
- Les sautereaux (criquets arboricoles) : chaque année en début et fin d’hivernage.
- Sécheresse de basse intensité (pluviométrie mal répartie) : une fois tous les deux ans.
- Inondation des *walo* (périmètres irrigués - riziculture)

La sécheresse de petite intensité, fortement localisée, constitue la seconde catastrophe en termes de sévérité (pour les poches affectées). Elle affecte les communautés à des degrés différents. Les cultures exploitées dans les *dieri* (cultures pluviales) sont plus affectées que celles du *walo* (cultures irriguées). Le choc dû à ce danger engendre notamment des migrations de courte durée pour la recherche du pâturage. Les oiseaux et les insectes, classés dans la catégorie faible intensité, représentent un danger chronique, attribuable surtout aux facteurs structurels.

² Rapport de mission exploratoire Mauritanie, OXFAM, Novembre 2011, page 27

Ainsi, le cadre d'évaluation des aléas (sécheresse) se présente comme suite :

Tableau 4 Cadre d'évaluation du danger

Ampleur	Récurrence du danger	Probabilité de dépassement (PD)
Bas	2 ans	50%
Élevé	8 ans	12,5%

Source : information collecté dans les focus groupes

Evaluation des impacts

Dans les 6 villages étudiés il a été distribué avec l'activité de CFW un total de 5.952.600 UM au profit de 124 ménages. Les travaux réalisés dans ces 6 villages sont :

- L'aménagement des diguettes :

234 hectares ont été aménagés pour la campagne pluviale de sorgho

Tableau 5 Hectares aménagés pour campagne pluviale de sorgho avec le CFW

Villages :	Sabar	Daghvet	Dar-el-avia	Nebam	Natergol	Diou-de-diery	Total
Année 1 (2012/13)	3 ha	60 ha	60 ha	0	0	70 ha	193 ha
Année 2 (2013/14)	4 ha	60 ha	100 ha	0	0	70 ha	234 ha
Superficie totale exploitable en 2 ans	7 ha	120 ha	160 ha	0	0	140 ha	427 ha

Les superficies aménagées (234 ha) sont exploitées en culture de sorgho. Pour 2012/13 (année1) : 193 ha sont en exploitation depuis juillet/août 2012. Les exploitants de Sabar et Dar-el-Aviar se préparent pour occuper en 2013/14 (année 2), les 100% des superficies qu'ils ont aménagées.

- La clôture et mise en valeur des jardins communautaires en cultures maraichères :

16 hectares on été aménagés pour les cultures maraichères

Tableau 6 Hectares aménagés pour les cultures maraichères avec le CFW

Villages	Sabar	Daghvet	Dar-el-avia	Nebam	Natergol	Diou-de-diery	Total
Année 1 (2012/13)	0	5 ha	4 ha	0,50 ha	0	6,50 ha	16 ha
Année 2 (2013/14)	0	5 ha	4 ha	0,50 ha	0	6,50 ha	16 ha
Superficie totale exploitable en 2 ans	0	10 ha	8 ha	1 ha	0	13 ha	32 ha

Les superficies emblavées seront exploitées en années 1 et 2, en cultures de tomate, aubergine, oignon et gombo. Chacune d'elles occupant 25% des superficies cultivées.

Pour assurer la mise en valeur des ouvrages aménagés, des semences et outils aratoires ont été mis à la disposition des participants aux travaux.

Pour l'évaluation des impacts à travers des groupes focaux, les bénéficiaires ont identifié les impacts de la sécheresse d'intensité élevée avec et sans l'intervention précoce de CFW. Au niveau méthodologique, les impacts ont été identifiés en base aux 5 capitaux du cadre de moyens d'existence durables³ (économique, physique, naturel, humain, social) à fin d'assurer que tous les éléments de risque soient évalués.

Les tableaux 5 ci-dessous décrivent les impacts de la sécheresse identifiés par les personnes participantes dans les groupes focaux sans et avec intervention CFW.

Tableau 7 Cadre de vulnérabilité

Capitaux du cadre ME	Impacts de la sécheresse « sans » CFW	Impacts de la sécheresse « avec » CFW
Économiques	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Recours à l'endettement pour accéder à la nourriture (sans intérêt, parfois entre familles), cependant quelques bénéficiaires ont exprimé une difficulté d'accès au crédit par manque de garantie (mauvaises récoltes) ✗ Chute de la production agricole, notamment des céréales, estimée à 80% dans la zone d'étude. La production moyenne par ménage a chuté de 320-400 Kg à 40kg ✗ Impossibilité de démarrage de la campagne de maraichage et cultures pluviales (sorgho) suivante à cause du manque de moyens matériels et financiers, qui sont utilisés prioritairement pour couvrir les besoins alimentaires (achat de nourriture) ✗ Ralentissement et/ou arrêt des activités de petit commerce des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Limitation du recours au crédit pour l'achat de nourriture et/ou règlement de dettes grâce au cash reçu. D'autre côté quelques bénéficiaires ont signalé que le cash reçu a facilité l'emprunt d'argent pour des activités AGR ✗ Même impact, car le CFW n'a pas d'effet sur la perte des récoltes. ✗ Démarrage de la campagne agricole suivante (12/13 et 13/14) grâce aux aménagements réalisés (diguettes et clôtures) et à l'approvisionnement en semences et outils aratoires avec le CFW ✗ Maintien ou lancement des activités de petit commerce des femmes par la protection des fonds de roulement (grâce au cash): les femmes qui disaient que le cash a permis de protéger leur fonds de commerce: elles risquaient de puiser dans leur fond existant pour couvrir les besoins sociaux, et grâce au cash qui est arrivé au bon moment, leur commerce a pu être sauvé.
Physiques	-	-

³ Cahier Thématique pour le Changement n° 2 L'approche des Moyens d'Existence Durables. Intermón Oxfam. Mars 2008

<p>Naturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Mort de certaines espèces d'arbres de la zone (jubar, acacia, balanites) ou diminution de leur production de fruits à cause des effets de la sécheresse ✗ Tassement des puits ✗ Erosion éolienne, ensablement ✗ Dégradation des terres pluviales (<i>dieri</i>) suite à l'effet érosif de la sécheresse 	<ul style="list-style-type: none"> ✗Même impact ✗Même impact ✗Même impact ✗Récupération des terres dégradées grâce aux aménagements sur 234 ha avec la construction des diguettes
<p>Humains</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Problème pour couvrir les besoins basiques de nourriture et soins médicaux : la prise alimentaire est réduite en moyenne de 3 à 1 repas par jour pour les ménages concernés par l'étude (pauvres et très pauvres). L'accès aux soins médicaux a été limité par manque de moyens. ✗ Exode des bras valides : 70% des ménages étudiés ont eu au moins un membre parti en exode, étant 13% de ces exodes de type inhabituel. 	<ul style="list-style-type: none"> ✗Facilité pour couvrir les besoins basiques en nourriture et soins médicaux: Les ménages utilisent le 80% du cash dans la nourriture. Les vivres achetés sont mélangés aux produits de cueillette permettant de faire des repas plus équilibrés (qualitativement) – comme en situation normale -. Les ménages des villages étudiés ont pu maintenir grâce au cash reçu la prise alimentaire à 3 repas par jour. Les bénéficiaires ont aussi utilisé le cash pour l'achat de médicaments. ✗ Retour de 63 migrants (actifs) avec l'annonce des activités CFW
<p>Sociaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Maintien de la cohésion sociale et entente communautaire. Deux GF ont indiqué l'augmentation des tensions dans les foyers. 	<ul style="list-style-type: none"> ✗Même impact. Maintien de la cohésion sociale.

Identification des bénéfices de l'intervention précoce CFW

Les impacts sans et avec l'intervention CFW identifiés dans le chapitre antérieur peuvent se diviser entre ceux qui sont quantifiables en termes monétaires et ceux qui sont de nature qualitative et/ou très difficile à quantifier.

Même si seulement les impacts quantifiables et monétarisables seront tenus en compte pour le calcul du ratio bénéfice-coût, il faut aussi considérer les impacts qui restent en termes qualitatifs afin d'avoir un aperçu plus réaliste des bénéfices totaux de l'intervention.

Voici un tableau qui reprend les impacts identifiés et détermine ceux qui sont quantifiables/monétarisables ou pas :

Tableau 8 Bénéfices quantifiables et qualitatifs

Capitaux du cadre ME	Impacts « sans » CFW	Impacts « avec » CFW	Quantifiables pour l'inclusion à l'ACB ?
Economiques	Recours à l'endettement pour accéder à la nourriture	Limitation du recours au crédit pour accéder à la nourriture	Non
	Impossibilité de démarrage de la campagne agricole suivante (maraichage, sorgho)	Démarrage des campagnes agricoles suivantes (12/13 et 13/14) de maraichage et sorgho	Oui
	Ralentissement et/ou arrêt des activités de petit commerce des femmes	Maintien ou lancement des activités de petit commerce des femmes	Oui
Physiques	-	-	-
Naturels	Dégradation des terres pluviales (<i>dieri</i>)	Récupération des terres dégradées	Oui ⁴
Humains	Limitation de l'accès à la nourriture et aux soins médicaux	Facilité d'accès à la nourriture et aux soins médicaux	Oui
	Exode des bras valides	Retour des migrants (actifs) avec l'annonce des activités du CFW	Oui
Sociaux	-	-	-

Note : le 100% des bénéfices présentés sont attribuables au projet, car aucune autre intervention n'a été enregistrée dans les 6 villages d'étude.

La nature de l'intervention d'étude (réponse précoce avec CFW) produit des bénéfices immédiats (seulement pour l'année de l'intervention), plutôt liés au « cash » distribué, et d'autres bénéfices qui dureront plus longtemps (2 ans dans l'analyse), liés aux travaux réalisés avec l'activité de CFW. Seulement les bénéfices qui perdurent au-delà de la première année varient en fonction des différents scénarios : bonne année ou année de sécheresse à ampleur élevée. Dans le tableau ci-dessous, on présente la quantification des bénéfices classifiés selon qu'il s'agisse de bénéfices pour l'année 1 ou de bénéfices avec une durée plus longue (2 ans).

⁴ Il faut noter que dans l'analyse on ne quantifie pas la valeur de l'amélioration des sols dans le sens d'amélioration de l'environnement, sinon qu'on quantifiera la valeur de la production obtenue grâce à la meilleure qualité des sols.

Tableau 9 Quantification et traduction en termes monétaires des bénéfices pour l'analyse ACB

Bénéfices liés au cash – seulement année 1 :

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
Limitation d'accès à la nourriture et autres besoins de base (soins médicaux...)	Les 124 ménages accèdent à la nourriture en grande partie grâce aux prêts ; La prise alimentaire est réduite de 3 à 1 repas par jour. Les dépenses en sucre et thé se maintiennent à 300 UM/ ménage/ jour comme en situation normale	Les vivres achetés sont mélangés aux produits de cueillette et permettent de produire des repas plus équilibrés (qualitativement) comme en situation normale. La valeur journalière des repas est estimée à 1.950 UM. Chacun des 124 ménages augmente sa prise alimentaire de 15 repas additionnels par mois, en moyenne, grâce au cash reçu. La prise alimentaire s'est maintenue à 3 repas par jour dans la première année.	Le cash distribué pour les 124 ménages bénéficiaires est de 5.952.600 UM. On suppose que le 100% du cash a été utilisé pour la nourriture et d'autres besoins de base	5.952.600 UM (c'est la perte liée à la non disponibilité du cash pour accéder à la nourriture)	0 (pas de pertes liées au manque d'accès à nourriture grâce au cash)	5.952.600 UM
Exode des bras valides	70% des ménages étudiés ont eu au moins un membre parti en exode ; 13% de	Retour d'un total de 63 migrants (actifs) avec l'annonce des opérations de CFW dans les 6 villages étudiées.	50% des migrants envoyaient régulièrement environ 10.000 UM par mois. L'autre 50% de migrants n'avaient pas la capacité d'envoyer (difficulté	63 migrants retournés *50%*10.000 UM= 315.000 UM	63 migrants retournés*12 jours*1.500 UM/jour= 1.134.000 UM	819.000 UM

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
	ces exodes étaient de type inhabituel.		<p>de trouver une occupation dans les zones d'exode)</p> <p>Les migrants retournés, en dehors de leur participation dans les travaux de CFW (12 jours par mois), ont aussi contribué à travers des activités de débrouille (charretier, vente de bois, etc.) à hauteur de 1.500 UM par jour, en moyenne, dans les revenus familiaux.</p> <p>Assumer que ce revenu est pour un mois, et qu'il y a 24 jours pour travailler dans un mois (12 CFW, 12 =1.500UM).</p>			
Maintien ou lancement des activités de petit commerce des femmes	Ralentissement et/ou arrêt des activités de petit commerce des femmes	<p>7 femmes ont pu reprendre leur activité de petit commerce avec la vente de poisson.</p> <p>22 femmes ont relancé le fonds de roulement de leur coopérative, avec le cash reçu.</p>	<p>AGR de vente de poisson : Bénéfice : 24.000 UM/femme pour les 6 rotations effectuées de juin à juillet 2012 (activité arrêté avec l'hivernage)</p> <p>Relancement du fond roulement coopérative femmes : Montant injecté : 10.000 UM (cash) Chiffre d'affaire actuel après 4</p>	7 Femmes x 24.000 UM + 197.600 UM = 390.600 UM	0 (continuité des AGR)	365.600 UM

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
			<p>mois d'exercice: 207.600 UM Bénéfice : 197.600 UM</p> <p>Il n'était pas possible de prendre en compte les femmes qui disaient que le cash a permis de protéger leur fonds de commerce : elles risquaient de puiser dans leur fond existant pour couvrir les besoins sociaux, et grâce au cash qui est arrivé au bon moment, leur commerce a pu être sauvé.</p>			

Bénéfices liés aux travaux réalisés avec le CFW – durée des bénéfices pour 2 ans :

Scénario A : Année pluviométrie favorable « bonne année » (projection campagne 2012/13)

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
Dégradation des terres agricoles (dieri) à cause effets sécheresse et des terres de maraichage à cause de destruction clôtures (divagation du bétail)	Les 124 ménages (100%) ciblés sont issus du groupe socioéconomique qui avait sévèrement perdu la capacité matérielle et financière nécessaire pour démarrer la campagne agricole 2012/ 2013.	Les 124 ménages des villages d'étude sont dans la capacité de démarrer les campagnes agricoles 12-13 et 13-14 pour maraichage et cultures pluviales (sorgho)	<p>459 hectares de terres aménagées (427 ha construction des diguettes et 16 ha clôture des jardins maraîchers) pour la campagne agricole et maraîchère 2012/ 2013 et 2013/ 2014.</p> <p>Contribution des ménages (propres semences) évalués à 10%. La contribution du projet (semences, outils) représente 90%.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récoltes estimés de sorgho : Année 1 : 193 ha * 400kg/ha = 77,2 T. Année 2 : 234 ha * 400kg/ha = 93,6 T. Moyenne (2 ans) = 85.4 T <p>Cela suppose une récolte de 400kg/ha – les estimations pourraient atteindre 600kg/ha.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récoltes estimés maraîchers dans 16 ha: 27,25 T de tomate, 27 T gombo, 27 T aubergine, 20 T oignon. <p>Prix de marché des produits agricoles en année de pluviométrie</p>	<p>C'est la perte de la possibilité d'avoir une production sur les terres abandonnés :</p> <p>Production terres pluviales : Sorgho : 85.4T * 200 UM = 17.080.000 UM</p> <p>Production maraichage : Tomate : 27.25T * 100 UM = 2.725.000 UM Gombo : 27T * 200 UM = 5.400.000 UM Aubergine : 27T * 70 UM = 1.890.000 UM Oignon: 20T * 120 UM = 2.400.000 UM</p> <p><i>Test sensibilité 1:</i> Tomate : 27.25T * 150 UM = 4.087.500UM Gombo : 27T * 300 UM = 8.100.000 UM Aubergine : 27T * 200 UM = 5.400.000 UM Oignon: 20T *250 UM = 5.000.000 UM</p>	<p>Grâce à l'aménagement de terres abandonnées qui permet les mettre en culture:</p> <p>0</p>	<p>29.495.000 UM</p> <p><i>(test sensibilité 1: 48.207.500 UM)</i></p>

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
			<p>favorable :</p> <p>1Kg sorgho vendu à la récolte : 200 UM ; 1kg de tomate = 100 – 150 UM ; 1kg de gombo = 200 - 300 UM ; 1kg d'aubergine = 70 - 200 UM ; 1kg d'oignon = 120 - 250 UM</p> <p>Utilisation des prix bas (hypothèse conservatrice).</p>			

Scénario B : année sécheresse ampleur élevé

Description des impacts de la sécheresse	Intensité de l'impact de la sécheresse « sans » CFW	Intensité de l'impact de la sécheresse « avec » CFW	Hypothèses et valeurs	Estimation de pertes « sans » CFW (a)	Estimation de pertes « avec » CFW (b)	Bénéfices (a) – (b)
Dégradation des terres agricoles (dieri) à cause effets sécheresse et des terres de maraichage à cause de destruction clôtures (divagation du bétail)	Les 124 ménages (100%) ciblés sont issus du groupe socioéconomique qui avait sévèrement perdu la capacité matérielle et financière nécessaire pour démarrer la campagne agricole 2012/ 2013.	Les 124 ménages des villages d'étude sont dans la capacité de démarrer les campagnes agricoles 12-13 et 13-14 pour maraichage et cultures pluviales (sorgho)	<p>459 hectares de terres aménagées (427 ha construction des diguettes et 16 ha clôture des jardins maraîchers) pour la campagne agricole et maraîchère 2012/ 2013 et 2013/ 2014.</p> <p>Contribution des ménages (propres semences) évalués à 10%. La contribution du projet (semences, outils) représente 90%.</p> <p>Pendant une année de sécheresse ampleur élevée la production de sorgho chute de 70-80% dans la zone d'étude.</p> <p>On assume que dans une année de sécheresse élevée il n'y aura pas de production en maraîchage (pratique irrigué et de contre-saison).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Récoltes estimés de sorgho (chute 80%) : Année 1 : 193 ha * 80kg/ha = 15,44 T. Année 2 : 234 ha * 80kg/ha = 18,72 T. Moyenne (2 ans) = 17,08 T Cela suppose une récolte de 80kg/ha – les estimations pourraient atteindre 120kg/ha. <p>Les prix de marché du sorgho pendant la crise 2012 (année de sécheresse élevée) était : 1Kg sorgho¹: 300 UM</p> <p>¹Source : système suivi de marchés SICSAR-BG www.sicsar-bg.mr/sicsar</p>	<p>C'est la perte de la possibilité d'avoir une production sur les terres abandonnés :</p> <p>Sorgho : 17,08T * 300 UM = 5.124.000 UM</p>	<p>Grâce à l'aménagement de terres abandonnées qui permet les mettre en culture:</p> <p>0</p>	5.124.000 UM

Les coûts du Programme :

Le coût total du programme dans les 6 villages étudiés est **12.960.100 UM**, distribué comme suit :

- **Transfert de cash** (contre un travail) : **5.952.600 UM** distribués
- **Kits d'outils aratoires et semences distribués** : chacun des 6 villages a reçu un kit d'outil composé de : 5 brouettes, 10 pelles, 10 houes, 5 râtaux, 5 seaux, 16 barres-à-mines, 5 pioches, 10 arrosoirs, 10 binettes, 20 rouleaux de grillage et barbelé galvanisé, 10 pinces/ tenailles, et en moyenne 200 kg de semences pluviales et 15 kg de semences maraichères par village. La valeur totale des outils et semences pour les 6 villages s'élève à 4.135.000 UM. Un additionnel a été ajouté à ce coût. Ce 10% correspond à la contribution de la communauté aux semences. Ainsi le coût total serait de **4.548.500 UM**
- **Suivi-évaluation** : 18 Rencontres paysannes de sensibilisation et supervision des chantiers, avec un coût logistique par visite terrain (location voiture et chauffeur, carburant et autres) estimé à 50.000 UM, soit **90.000 UM**
- **Voyages/ transports (matériels)** : coûts de livraison matériels et outillage dans les 6 villages. Soit **579.000 UM** au total.
- **Frais de Personnel** : 4 animateurs (100%), 1 superviseur (12,5%) + 1 Food Sec. Officer (12,5%) x 2 mois de mise en œuvre des opérations. **1.480.000 UM**
- **Frais de formation** : **10.000 UM**
- **Estimation des coûts de fonctionnement** : 10% location bureau et *guest-house*, et coûts administratifs liés à l'opération, soit **300.000 UM** pour les 2 mois.

Tableau 10 Coût du Programme pour les 6 villages

Coûts du programme	UM
Personnel	1.480.000
Dépenses en capitaux/investissements	5.952.600
Frais de fonctionnement	300.000
Voyages/déplacements	579.000
Facteurs de production	4.548.500
Formation, etc.	10.000
Advocacy	0
Suivi et Évaluation	90.000
Autre	0
Total	12.960.100

On prend en compte pour l'analyse seulement les coûts du programme réalisées la première année. On ne considère pas d'autres coûts variables qui seraient supportés par les bénéficiaires liés à la mise en culture des terres aménagées (sorgho, maraichage) pendant les 2 campagnes agricoles (12-13 et 13-14). Ces coûts seraient ceux tels main d'œuvre pour la mise en culture des terres et intrants (eau, semences pour la deuxième année...). Les outils aratoires on assume qu'ils ont une vie utile de 3 ans, donc il n'y aura pas des coûts de maintenance pendant les 2 ans de estimation de bénéfices (campagnes 12-13 et 13-14).

Dans le modèle on a assumé ces coûts variables comme étant 0, dû à la difficulté d'estimer avec une certaine fiabilité les coûts liés à la mise en culture des terres dans la zone d'étude. On estime que ces coûts seraient minimaux et n'affecteront pas significativement les résultats du ratio CB.

Analyse coût - bénéfice

Les bénéfices et les coûts sont calculés sur deux ans, avec un taux d'actualisation de 10 % (laquelle a un impact minimal car le modèle est fait à court terme – 2 ans -).

Tous les bénéfices sont comptés sur une période de 2 ans. La plus part de ces bénéfices se produisent seulement l'année 1, mis à part l'augmentation des rendements des terres, laquelle compte pour 2 ans. La raison en est que les bénéfices liés au cash, à la migration et aux petits commerces sont en grande partie stimulés par le cash transfert de l'année 0 ; aussi, pour que ces bénéfices persistent, les cash transferts devraient continuer. Les rendements des terres sont donc générés sur deux ans, et pourraient facilement durer sur beaucoup plus avec un petit apport en graines et en outils. Cela améliorerait significativement le rapport bénéfice/coût.

Le tableau ci-dessous résume les bénéfices quantifiés/monétarisés :

Tableau 11 Résumé des bénéfices quantifiés / monétarisés :

Terres Aménagées			
Ampleur	a. Estimation des Pertes sans RRC	b. Estimations des pertes avec RRC	Bénéfices (a-b)
Année pluviométrie favorable	29.495.000	0	29.495.000
Élevé	5.124.000	0	5.124.000

Retour de migrants			
Ampleur	a. Estimation des Pertes sans RRC	b. Estimations des pertes avec RRC	Bénéfices (a-b)
Bas			
Élevé	315.000	1.134.000	819.000

Revenu de petit commerce			
Ampleur	a. Estimation des Pertes sans RRC	b. Estimations des pertes avec RRC	Bénéfices (a-b)
Bas			
Élevé	365.600	0	365.600

Amélioration de l'accès à la nourriture et besoins basiques			
Ampleur	a. Estimation des Pertes sans RRC	b. Estimations des pertes avec RRC	Bénéfices (a-b)
Bas			
Élevé	5.952.600	0	5.952.600

Pour l'inclusion des bénéfices liés aux rendements de sorgho et maraichage dans les nouvelles terres aménagées, on utilise les différents niveaux de bénéfices selon s'il s'agisse d'une année « de pluviométrie favorable », ou une année avec sécheresse d'ampleur élevé. Pour la deuxième année, étant donné l'incertitude sur quel type d'année sera, le montant de bénéfices pris pour l'analyse ACB sont pour une année donnée tenant compte de la probabilité de dépassement estimé pour chacun de ces scénarios (année « de pluviométrie favorable » ou année de sécheresse ampleur élevé)

Tableau 12. Évaluation des risques (bénéfices rendement terres récupérées dans une année donnée)

Ampleur sécheresse	Probabilité de dépassement dans une année donnée	Pertes sans RRC	Risque sans RRC	Pertes avec RRC	Risque avec RRC
Année pluviométrie favorable	38%	29.495.000	11.060.625	0	0
Bas	50%	IND	IND	0	0
Élevé	13%	5.124.000	640.500	0	0
Risque annuel			11.701.125		0
Bénéfices annuels (risque sans - risque avec)					11.701.125
Bénéfices supplémentaires					0
Total bénéfices annuels					11.701.125

Le tableau ci-dessous, tenant compte une période de 2 ans, montre les calculs des coûts et bénéfices nets et actuelles avec d'un taux d'actualisation du 10%. Cela permet calculer le ratio bénéfice-coût :

Tableau 13 Calculs analyse ACB

Année	Coûts	Bénéfices	Résultat	Coûts valeur actuelle	Bénéfices valeur actuelle	Résultat valeur actuelle
0	12.960.100	36.632.200	23.672.100	12.960.100	36.632.200	23.672.100
1	0	11.701.125	11.701.125	0	10.637.386	10.637.386
Total	12.960.100	48.333.325	35.373.225	12.960.100	47.269.586	34.309.486

Résultats

Valeur Actuelle Nette	34.309.486
Ratio Bénéfice/Coût	3,65

Le rapport bénéfice/coût avec ce scénario est de 3,65. En d'autres mots, pour chaque 1 EUR investi, 2,65 EUR de bénéfice sont réalisés. Ce qui représente un résultat très positif, d'autant plus en notant qu'il était obtenu sur un programme à court terme.

Ces bénéfices seraient encore plus élevés si on incorporait l'aide alimentaire. Un des bénéfices clés du cash est qu'il permet aux familles d'acheter de la nourriture et de maintenir leur sécurité alimentaire. Si ce n'était pas le cas, les familles recevraient probablement des colis d'aide alimentaire, lesquels reviennent deux fois plus cher que d'acheter de la nourriture aux marchés locaux.

Les **hypothèses / suppositions** prises en considération pour la ligne de base de l'analyse ACB sont :

- Les superficies aménagées pour les cultures pluviales (sorgho) et les cultures maraichères seront exploitées pendant au moins 2 ans, avant de procéder à d'autres aménagements qui peuvent être de type lourd ou léger en fonction des modes de maintenance adoptés (renforcer les clôtures, désensabler les puits...)

- Le rendement potentiel des terres est estimé dans une exploitation traditionnelle en temps normal (soumis aux aléas courants) en 400 kg/ha dans le cas du sorgho, cependant la production pourrait être un 30% supérieur (jusqu'au 600 Kg/ha). On prend donc, des valeurs conservatrices pour l'estimation des bénéfices.
- Pour le calcul de la production maraichère on a pris en compte 4 spéculations principales cultivées dans la zone (tomate, aubergine, gombo et oignon) et on assume que chaque une occupera un 25% des superficies cultivées (16h)
- Les prix adoptés pour le calcul de la valeur de la production sont le plus bas dans une l'intervalle estimé, prenant donc des chiffres conservatrices pour l'estimation des bénéfices.
- Pour le bénéfice de retour des migrants, on suppose que le 100% des retournés (63 personnes dans les 6 villages d'étude) travailleront dans des activités de débrouille obtenant un bénéfice de 1.500 UM pendant les 12 jours du mois qu'ils ne sont pas occupés avec les travaux du CFW (on assume que dans un mois il y a 24 jours ouvrables – 12 dédiés au CFW et 12 pour les activités de débrouille-)
- On assume que le taux d'actualisation est de 10% pour ajuster les coûts et les bénéfices à la valeur actuelle. Cependant étant le modèle ACB projeté à 2 ans, il faut dire que le taux d'actualisation n'as pas trop d'impact sur les résultats.

Test de sensibilité

Le test de sensibilité permet de tester les paramètres et suppositions pris en compte lors de l'analyse ACB et voir le niveau de changement dans le ratio bénéfice-coût dans les cas de qu'autres suppositions soient faites.

Pour le test de sensibilité de notre étude, on considère trois suppositions principales à tester:

⇒ **Test de sensibilité 1** : production agricole et prix des spéculations supérieur (scénario optimiste)

Dans ce cas, on prend les valeurs de 600 kg/ha pour la production de sorgho, et les valeurs plus élevés de la fourchette de prix de différentes spéculations agricoles. Cela est appliqué pour le cas de production estimée pour une année « de pluviométrie favorable » du sorgho et maraichage.

Tableau 14 Résultat du test sensibilité 1

Ratio coût - bénéfice	Valeur actuelle nette
5,58	59.401.248 UM

⇒ **Test de sensibilité 2** : la prochaine campagne agricole (13/14) sera une année de sécheresse élevée (pire scenario)

Dans ce cas, on estime la production de sorgho pour la campagne 13-14 est celle d'une année de sécheresse élevé, soit un 80% inférieur à celle obtenue en année de pluviométrie favorable.

On assume que dans une année de sécheresse il n'y aura pas de campagne en maraichage étant une culture d'irrigué et de contre-saison. Dans les villages soutenus, il a été relevé que les ménages n'auraient pas pratiqué le maraichage s'il n'y avait pas cette intervention.

Tableau 15 Résultat du test sensibilité 2

Ratio coût - bénéfice	Valeur actuelle nette
3,19	28.330.282 UM

⇒ **Test de sensibilité 3** : Changement du taux d'actualisation appliqué

Dans la ligne de base pour l'ACB on a considéré un taux d'actualisation de 10%. Pour ce test de sensibilité on prend un taux du 18%.

Tableau 16 Résultat du test sensibilité 3

Ratio coût - bénéfice	Valeur actuelle nette
3,59	33.588.308 UM

Conclusions

Les résultats cette analyse ACB ont soulevé que les activités de l'intervention « cash for work » comme réponse précoce⁵ à la crise alimentaire évaluées ont eu un impact important chez les ménages bénéficiaires étudiés, notamment en trois niveaux :

- ✓ Accès à la nourriture et d'autres besoins basiques (soins de santé) dans la période de la crise
- ✓ Protection des moyens d'existence, en limitant les pratiques négatives d'adaptation (activités AGR des femmes)
- ✓ Facilitation des possibilités de développement dans la future (mise en culture des terres pour la campagne suivante, limitation de l'endettement)

Les bénéficiés rapportés par le CFW sont dans la plupart à court terme, c'est veut dire, seulement des bénéficiés qui se donnent l'année de mise en œuvre de l'intervention. Il s'agit des impacts liés au « cash » distribué. Seulement les impacts liés au « work » sont des bénéficiés qui peuvent durer plus long temps (2 ans dans l'analyse). Il s'agit des bénéficiés que les ménages vont tirer des nouvelles terres aménagées avec des diguettes et clôtures en termes de production de sorgho et maraichage. Ces bénéficiés auront lieux, à différents degrés d'importance, dans le cas de sécheresse (calculé pour intensité élevée dans l'analyse) et dans des années de pluviométrie favorable, soumis aux aléas courants de la zone. Ainsi, si bien l'intervention est dirigé a limiter les impacts négatifs de la sécheresse, elle donnera aussi des bénéficiés dans les années avec des pluviométries favorables.

Les résultats de l'analyse indiquent un ratio bénéfice-coût de 3,65, c'est veut dire, que l'intervention a délivré un retour financier de 3,65 EUR, soit des bénéficiés de 2,65 pour chaque 1 EUR investi. Les différents tests de sensibilité réalisés, en changeant les valeurs de quelques hypothèses de la ligne de base, signalent des ratios coût-bénéfice de 5,58 (test 1), 3,19 (test 2) et 3,59 (test 3). On voit que le ratio bénéfice-coût est susceptible de variation spécialement pour le test 1 qui prend des valeurs optimistes par rapport des rendements agricoles et les prix de marché des différentes spéculations agricoles. Même dans le test 2 où on a supposée que la campagne suivante (13-14) serait une année de sécheresse d'intensité élevé, le rapport coût-bénéfice serait toujours supérieur à 1, ce qu'indiquerait même dans un scénario pessimiste l'intervention continuerait à être rentable en termes financiers.

⁵ Le «cash for work» a été réalisé entre avril – juin 2012 et le pic de la période de soudure a eu lieu les mois de juillet – août 2012.

Il ne faut pas oublier que les bénéfices pris en compte pour le calcul du ratio sont seulement ceux qui ont été quantifiés et monétarisés. Cependant les communautés ont identifié d'autres impacts positifs liés au CFW qui ont resté en termes qualitatifs dans l'analyse. Si on tiendrait en compte de ces bénéfices le rapport coût-bénéfice serait plus favorable. Le bénéfice qui a resté en termes qualitatifs est la diminution du recours au crédit.

C'était hors la portée de cette étude analyser les bénéfices de l'intervention précoce CFW en comparaison avec une réponse tardive (au moment du pic de la crise) soit sous forme de CFW ou aide alimentaire. En effet, pour tirer de leçons dans ce sens, il aurait fallu faire une analyse ACB aussi dans le cas d'une réponse tardive, pouvant ainsi comparer les coûts et bénéfices des deux options d'intervention. Cependant, étant donnée que beaucoup des bénéfices soulevés par l'étude sont en termes de minimisation des pertes, c'est-à-dire, pertes évitées chez les ménages bénéficiaires grâce à une intervention précoce, on peut supposer que dans les cas qu'on aurait répondu tardivement à la crise, les pertes pour les personnes et familles auraient été beaucoup plus élevées.

En conclusion, cette étude montre comment les actions basées sur le transfert de cash, notamment sous la modalité de « cash for work », peuvent jouer un rôle dans la prévention des crises, comme dans la réduction des risques de catastrophe : procurer de la nourriture ; aider à reconstruire ou à protéger les moyens de subsistance.

Recommandations

Pour capitaliser cette expérience, il serait bien de comparer les différentes formes d'assistance en phase précoce, dans leur impact réel vis-à-vis des publics ciblés.

Mettre au cœur des opérations de cash transfert, en phase précoce des crises, le rôle impératif de l'analyse de risques et les enquêtes de suivi post-distribution, afin de prévenir les effets négatifs sur les marchés (inflation), et de réajuster le montant du cash en fonction l'évolution des besoins chez les bénéficiaires, en tenant compte de la réponse des marchés (capacité des marchés à absorber le volume additionnel du cash et se réapprovisionner rapidement).

Une des questions non-abordées dans cette étude, puisqu'elle n'en fait pas l'objet, est celle de savoir comment les organisations peuvent utiliser au mieux les transferts monétaires, conformément à leurs missions et à leurs mandats. Un échange croisé entre organisations, dans le cadre d'une coordination sur le cash autour du CaLP, pourrait aider les différentes organisations à être plus complémentaires.

FIN